

**Arrêté n° 2026.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 046 du 6 mars 2026
prescrivant l'ouverture d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire préalables
à l'instauration d'une servitude d'utilité publique de type PM7
pour le système d'endiguement de la Morte Rivière sur la commune de Viry-Châtillon**

**dossier présenté par le syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle (SYORP)
dit syndicat de l'Orge**

**La Préfète de l'Essonne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment son article L.566-12-2,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles R.112-1 et suivants et R.131-1 et suivants,

VU le code des relations entre le public et l'administration,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 27 août 2025 portant nomination de Mme Fabienne BALUSSOU en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 21 octobre 2025 portant nomination de M. Johann MOUGENOT, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet d'Évry,

VU l'arrêté préfectoral n°2026.PREF-DCPPAT-BCA-014 du 13 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Johann MOUGENOT, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté n°2022-DDT-SE-246 du 27 juin 2022 portant autorisation du système d'endiguement de la Morte Rivière sur la commune de Viry-Châtillon,

VU la délibération n°2024.39 du 24 septembre 2024 du bureau syndical du Syndicat de l'Orge approuvant la création d'une servitude de type PM7, approuvant l'instauration de servitude d'utilité publique au titre de l'article L.566-12-2 du Code de l'environnement, approuvant le dossier d'enquête publique et d'enquête parcellaire et autorisant son président à solliciter auprès de la préfecture l'ouverture d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire nécessaire à l'instauration de servitude d'utilité publique,

VU la demande d'instauration d'une servitude d'utilité publique, au titre de l'article L.566-12-2 du code de l'environnement, concernant le système d'endiguement de la Morte Rivière sur la commune de Viry-Châtillon déposée par le président du syndicat de l'Orge en date du 10 février 2026,

VU le dossier destiné à être soumis à enquête publique,

VU les avis des services consultés,

VU la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour l'année 2026 concernant le département de l'Essonne,

VU la décision n° E26000002/78 du 22 janvier 2026 de la Présidente du tribunal administratif de Versailles portant désignation de Madame Claire-Marie GENIN, cadre du secteur privé en retraite, en qualité de commissaire enquêtrice et Monsieur Jacques PLACE, ingénieur en chef dans la fonction publique territoriale en retraite, en qualité de commissaire enquêteur suppléant,

CONSIDÉRANT que la demande d'instauration de servitude ne nécessite pas d'évaluation environnementale,

A P R È S consultation de la commissaire enquêtrice,

S U R proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne,

Arrête

Article 1^{er} : dates et objet des enquêtes

Il sera procédé, du **lundi 20 avril (9h) au vendredi 29 mai 2026 (17h)**, soit 40 jours consécutifs, à une enquête publique et une enquête parcellaire préalables à l'instauration d'une servitude d'utilité publique de type PM7 sur le système d'endiguement de la Morte Rivière à Viry-Châtillon.

L'objet de la servitude de type PM7 est d'assurer la conservation des ouvrages existants construits en vue de prévenir les inondations et les submersions, de réaliser des ouvrages complémentaires, d'effectuer les aménagements nécessaires à l'adaptation des ouvrages et des infrastructures qui contribuent à la prévention des inondations et des submersions, de maintenir les ouvrages ou les aménagements réalisés sur ces ouvrages ou infrastructures en bon état de fonctionnement et d'entretenir les berges.

Elle est demandée par le syndicat de l'Orge dans le cadre de sa compétence GEMAPI et aura pour conséquence de permettre l'accès aux parcelles, de permettre la réalisation de travaux sur une bande de 4 mètres de large à partir du haut de la digue et d'encadrer la végétalisation sur cet espace.

Article 2 : commissaire enquêteur

Par décision n°E26000002/78 du 22 janvier 2026, le tribunal administratif de Versailles a nommé Madame Claire-Marie GENIN, en tant que commissaire enquêtrice titulaire et Monsieur Jacques PLACE en qualité de commissaire enquêteur suppléant. En cas d'empêchement de Madame GENIN, la préfète de l'Essonne transfèrera sans délai à Monsieur PLACE, commissaire enquêteur suppléant, la poursuite des enquêtes.

Le siège des enquêtes est fixé à la mairie de Viry-Châtillon où la commissaire enquêtrice sera domiciliée pour les besoins de celles-ci.

Article 3 : publicité

Un avis d'enquête publique et parcellaire sera publié dans deux journaux diffusés dans le département, une première fois quinze jours au moins avant le début des enquêtes, et une seconde fois dans les huit premiers jours de celles-ci.

En outre, quinze jours au moins avant l'ouverture des enquêtes, et pendant toute la durée de celles-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches, et éventuellement par tout autre procédé, aux lieux habituels d'affichage municipal de la commune de Viry-Châtillon.

L'accomplissement de cette formalité incombe au maire qui établira ensuite le certificat d'affichage.

De plus, dans les mêmes conditions de délai et de durée, le syndicat de l'Orge devra procéder à l'affichage, visible et lisible de la voie publique, du même avis sur les lieux de la réalisation projetée.

Cet avis sera également mis en ligne sur le site internet des services de l'État en Essonne :
www.essonne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Amenagement-et-urbanisme/Servitudes-d-utilite-publique

Article 4 : notification du dépôt du dossier d'enquêtes en mairie

La notification individuelle du dépôt du dossier des enquêtes publique et parcellaire en mairie sera faite par le syndicat de l'Orge, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, à chacun des propriétaires figurant sur l'état parcellaire soumis à enquête lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par le syndicat de l'Orge, ou leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics.

Les envois devront être faits au moins quinze jours avant la date d'ouverture des enquêtes publique et parcellaire pour tenir compte du délai de retrait des plis recommandés.

En cas de domicile inconnu, de non-distribution, et chaque fois qu'un propriétaire présumé ne pourra être atteint pour quelque raison que ce soit, la notification sera faite en double copie au maire de Viry-Châtillon qui en affichera une jusqu'à la clôture des enquêtes, et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

Article 5 : consultation du dossier d'enquêtes et observations du public

Pendant la durée des enquêtes, un exemplaire du dossier comprenant notamment la notice explicative, l'état parcellaire, le plan parcellaire, ainsi que les registres établis sur feuillets non mobiles, préalablement ouverts, cotés et paraphés par la commissaire enquêtrice (pour le registre d'enquête publique) et par le maire (pour le registre d'enquête parcellaire), seront mis à la disposition du public à la mairie de Viry-Châtillon, aux heures d'ouverture habituelles des services précisées ci-après.

Mairie de Viry-Châtillon, place de la République, 91170 Viry-Châtillon

- lundi, mardi, mercredi et vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30
- le jeudi du 13h30 à 17h30

Fermeture exceptionnelle de la mairie les 15 et 25 mai 2026.

Dès publication du présent arrêté, toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquêtes à l'adresse suivante : Cité administrative ~ préfecture de l'Essonne ~ direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial ~ bureau de l'utilité publique et des procédures environnementales ~ TSA 51101 ~ 91010 Évry-Courcouronnes cedex.

Dès l'ouverture des enquêtes, le dossier pourra également être consulté sur le site des services de l'État en Essonne :

www.essonne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Amenagement-et-urbanisme/Servitudes-d-utilite-publique

Les observations et propositions du public pourront être, soit :

- ✓ consignées sur les registres d'enquêtes mis à disposition à la mairie de Viry-Châtillon,
- ✓ reçues, par écrit, ou oral, par la commissaire enquêtrice lors de ses permanences,
- ✓ adressées par courrier en mairie, à l'attention de la commissaire enquêtrice, avant la clôture des enquêtes pour être annexées aux registres papier,
- ✓ transmises par courrier électronique reçu jusqu'au vendredi 29 mai 2026, avant 17h à :
pref-sup-virychatillon@essonne.gouv.fr

Elles seront tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais et devront parvenir suffisamment tôt avant la clôture des enquêtes pour être annexées dans les registres papier, soit avant le vendredi 29 mai 2026, 17h.

Article 6 : permanences de la commissaire enquêtrice

La commissaire enquêtrice se tiendra à la disposition du public pour informer et recevoir les observations faites sur ce dossier, les jours et heures suivants :

- le mardi 28 avril 2026 de 10h à 12h
- le mercredi 13 mai de 14h à 16h
- le jeudi 21 mai 2026 de 16h à 18h
- le vendredi 29 mai 2026 de 14h à 17h

La commissaire enquêtrice pourra auditionner toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter pour compléter son information sur le projet soumis à enquêtes.

Article 7 : clôture des enquêtes

À l'expiration du délai des enquêtes, les registres seront clos et signés par le maire qui les transmettra accompagnés du dossier dans les vingt-quatre heures à la commissaire enquêtrice.

Article 8 : rapport, conclusions et procès-verbal

Dans les huit jours suivants la clôture des enquêtes, la commissaire enquêtrice rencontrera le responsable du projet et lui communiquera les observations du public consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

La commissaire enquêtrice disposera d'un délai d'un mois à compter de la fin des enquêtes pour transmettre à la préfète de l'Essonne le dossier des enquêtes déposé en mairie, accompagné des registres et des pièces annexées avec le rapport d'enquête. Elle rédigera le procès-verbal de l'opération où figurera son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération.

Elle transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la présidente du Tribunal administratif de Versailles.

Article 9 : publication du rapport et du procès-verbal

La Préfète de l'Essonne adressera une copie du rapport, des conclusions et du procès-verbal de l'opération au syndicat de l'Orge ainsi qu'à la mairie de Viry-Châtillon afin d'y être tenue à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture des enquêtes.

Ces documents seront également consultables sur le site internet des services de l'État en Essonne pendant la même durée.

Article 10 : frais d'enquêtes

Tous les frais liés à l'organisation de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire seront à la charge du syndicat de l'Orge.

Article 11 – exécution

La Préfète de l'Essonne, le maire de Viry-Châtillon, le président du syndicat de l'Orge et la commissaire enquêtrice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet des services de l'État en Essonne www.essonne.gouv.fr.

Pour la Préfète, et par délégation,
le Secrétaire général,



Johann MOUGENOT